

Initiatives ministérielles

dette. Il suffit d'avoir la volonté politique de le faire et de prendre les mesures en conséquence. Je comprends mes amis les ministériels. Si j'étais la cible de toutes ces attaques contre la TPS et sachant ce qu'en pensent les Canadiens, je crois que, si je faisais partie du gouvernement, j'essaierais aussi de détourner leur attention. Peut-être que non, après tout. Mais je comprends pourquoi les ministériels agiraient de la sorte.

Le gouvernement dit que tout excédent résultant de la TPS, et il y en aura, sera automatiquement affecté à la réduction du déficit et au remboursement de la dette. Il y aura excédent une fois que les fonds auront été recueillis et que tous les frais auront été payés, y compris les remboursements.

Pour réduire la dette, le gouvernement n'a nullement besoin d'une mesure législative, mais arrêtons-nous un moment sur le rôle du gouvernement. La raison d'être d'un gouvernement est de recueillir des fonds d'une variété de sources—impôts, taxes d'accise, etc.—et de les investir pour améliorer le pays et la vie des citoyens. C'est comme ça que nous avons l'assurance-chômage, des pensions de retraite, des hôpitaux, l'assurance-maladie, un système d'éducation, un réseau routier, etc.

Autrement dit, si des millions de personnes veulent devenir canadiennes, c'est grâce à ce genre de société, à ces programmes et à ces institutions que nous avons édifiés au fil des ans. Et je dois dire qu'il n'y a pas un seul programme social ou économique progressiste qui me vienne à l'esprit qui n'ait été introduit soit par le CCF, soit par le NPD. Soyons justes, certains ont été mis en place par des gouvernements libéraux ou conservateurs, mais l'idée venait des néo-démocrates ou du CCF et ils font la grandeur du Canada.

Depuis plusieurs années, nous en voyons l'érosion, mais le point qui est soulevé dans cet amendement, je l'ai proposé vendredi au nom de mon ami le député d'Essex—Windsor, qui était malheureusement occupé ailleurs. Cependant, je dois faire remarquer à son honneur que c'est grâce à son analyse minutieuse de la question que nous pouvons tenir ce débat aujourd'hui.

• (1250)

La question que nous nous posons est simple. Si la TPS donne lieu à des revenus nets, devrions-nous les utiliser à 100 p. 100 pour réduire le déficit ou la dette?

Nous voulons simplement faire remarquer qu'il faudrait se réserver quelques possibilités. Par exemple, tout comme d'autres l'ont fait, je pourrais recommander fortement l'idée d'utiliser une partie de cet argent pour offrir des programmes de recyclage aux travailleurs de ce pays qui ont perdu leur emploi, non pas de leur faute,

mais à cause de l'Accord de libre-échange, de la TPS et d'autres politiques du gouvernement fédéral. Ils ont perdu avec leur emploi la source de revenu qui leur permettait de nourrir leur famille. Ils doivent avoir accès à un programme de recyclage. Nous devons aller beaucoup plus loin dans ce domaine.

Pourquoi donc ne pas utiliser une partie de cet argent pour aider les gens à suivre des cours de recyclage et de formation? Je ne vois rien qui nous en empêche. Par conséquent, ce pourrait être une façon bien particulière d'utiliser les rentrées de fonds de la TPS.

Nous pourrions tenir compte du fait qu'il y a un million et demi de personnes sans travail qui ont besoin d'aide financière pour renouveler ou parfaire leurs compétences, sans parler de l'appui que nous pourrions offrir à diverses entreprises et coopératives en vue de créer des sociétés et des emplois. Nous avons déjà parlé de toutes sortes de programmes, dont les programmes de reboisement, de sylviculture et de stabilisation des berges, pour n'en citer que quelques-uns. Ce sont là encore des programmes importants qui pourraient remettre les gens au travail.

Ou on pourrait peut-être parler de l'initiative la plus évidente, monsieur le Président, qui a été proposée par la Fédération canadienne des municipalités et maintenant par les premiers ministres de la plupart des provinces qui disent que nous avons des routes, des ponts ainsi que des systèmes d'adduction d'eau et d'égouts en mauvais état qui ont besoin d'être réparés, améliorés ou même créés. Mon collègue du Manitoba vient de rentrer d'une grande tournée dans le nord de cette province où il a visité des réserves indiennes. Il a trouvé une situation consternante où presque tous les autochtones vivant dans cette région du Canada n'ont aucun système d'adduction d'eau ni de traitement des eaux usées. C'est absolument scandaleux dans un pays aussi riche et prospère que le Canada.

Aussi, nous nous demandons pourquoi nous ne pourrions pas utiliser une partie de l'argent provenant de la TPS pour aider les provinces et les municipalités du Canada à établir cette infrastructure municipale qui doit être faite. Ce n'est pas un genre de projet créant artificiellement du travail, quand il faut reconstruire un pont ou une route ou refaire un système d'adduction d'eau. C'est quelque chose qui doit être fait. Peut-on penser à un moment plus propice pour le faire que maintenant?

Cela mettrait les gens au travail, encouragerait l'industrie de fabrication et indiquerait très clairement que le gouvernement se soucie de la question et est prêt à prendre des mesures à une assez grande échelle.

M. McDermid: C'est ce que nous faisons.